

La Monarchie roumaine sous le regard des officiers de la République française

De la méfiance à la fraternité d'armes, 1914-1922

JEAN-NOËL GRANDHOMME

EN 1878, lorsque le Congrès de Berlin redessine la carte de l'Europe orientale, le caractère monarchique des États nouvellement reconnus (Roumanie, Serbie, Monténégro indépendants, Bulgarie autonome) est confirmé par les grandes puissances. La France est alors, avec la Suisse et Saint-Marin, la seule République du continent européen. En 1922, année du couronnement de Ferdinand I^{er} et de Marie comme roi et reine de la Grande Roumanie, ce n'est plus le cas. Après le Portugal en 1910, les pays nés sur les décombres des Empires ont adopté la forme républicaine de gouvernement.

À la veille de la Grande Guerre, bien que n'étant pas tous de vieille culture républicaine, les officiers servent en France un régime dont les valeurs sont parfois, dans les domaines politique, social et religieux, à l'opposé de celles de la Monarchie roumaine. Se greffe sur cette différence dans la nature de l'État une question nationale de taille : le souverain roumain est Allemand, qui plus est Hohenzollern. Prince de Roumanie depuis 1866, Charles (Carol) de Hohenzollern-Sigmaringen – un lointain cousin du roi de Prusse – a en effet reçu le titre de roi le 26 mars 1881.

Nous nous demanderons alors quel est le regard porté par les militaires français sur la dynastie et nous verrons qu'il évolue fortement entre 1916 et 1918. De la défiance vis-à-vis du roi Ferdinand I^{er}, né et éduqué en Allemagne, on passe à des *a priori* de plus en plus favorables – notamment grâce à l'action de son épouse Marie –, jusqu'à une véritable fraternité d'armes.

Le regard des militaires français sur la Monarchie roumaine avant août 1914

LES RELATIONS militaires franco-roumaines dans la période qui précède la guerre de 1914 sont bien connues grâce aux travaux de Catherine Durandin¹. Comme les diplomates, les officiers en poste à Bucarest constituent des sources de renseignements de première main sur le roi et la famille royale.

Le baron Beyens, ministre de Belgique à Bucarest, nous a laissé un rapide portrait des souverains de Roumanie dans la force de l'âge :

« Bien pris dans sa taille moyenne, écrit-il, la barbe courte et grisonnante, les cheveux encore noirs et le teint coloré, le roi Carol, quand je l'ai connu, n'avait rien au premier abord de germanique, à part son accent, s'il s'exprimait en français, et surtout s'il parlait roumain. Avec ses ministres qui ne savaient pas l'allemand, c'est en français qu'il préférait s'entretenir. La reine Élisabeth² – Carmen Sylva en littérature – était passionnée de poésie et de musique. Les hommes de lettres et les artistes étrangers, qu'elle aimait à recevoir, ont parlé avec une reconnaissance élogieuse de son affabilité, de son insatiable curiosité littéraire et de son talent d'écrivain ».³

En 1883 la Roumanie se joint donc tout naturellement à l'Allemagne, à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie au sein de la Triplice.

Les observateurs français ne manquent pas de stigmatiser ces attaches germaniques : « Le roi est complètement enfoncé dans ses idées allemandes et y sacrifie absolument les intérêts économiques et politiques du pays »⁴, écrit en 1889 un informateur du ministère de la Guerre. La diplomatie et les questions qui concernent l'armée lui tiennent particulièrement à cœur. « Le roi Carol, constate en mai 1897 le capitaine Pellarin, attaché militaire à Bucarest, aime et recherche les occasions de s'entretenir des questions militaires, aussi garde-t-il très longtemps les officiers étrangers qui ont l'honneur d'être admis auprès de lui ».⁵ Suivant la tradition inaugurée sous le Second Empire, et en dépit de la défaite de 1871, la France continue d'accueillir dans ses écoles un certain nombre d'aspirants ou d'officiers roumains. Ce sont ces jeunes gens, devenus ensuite officiers supérieurs, qui, ayant acquis une bonne partie de l'armée roumaine à la cause de la France, feront plus tard pencher la balance en faveur de l'Entente. La génération qui a fait ses études dans les années 1880 détient alors les postes clés, et les cercles militaires et politiques sont étroitement soudés en Roumanie, par des liens de famille et de clientélisme.

L'influence allemande est toutefois aussi très forte. En 1911 l'envoi du prince Carol, fils aîné du prince héritier Ferdinand, dans une école militaire de Berlin suscite bien des murmures. Le prince est en effet le premier de la dynastie qui soit né et ait été élevé en Roumanie (dans la religion orthodoxe) ; « il est le premier vraiment Roumain et on regrettait de voir que l'on cherchait à lui donner une estampille étrangère et notamment allemande », conclut l'attaché militaire.⁶

Abaissement et mort du roi Carol

LA DATE du 3 août 1914 marque la fin de l'hégémonie royale sur la politique étrangère. Au cours du conseil de la Couronne du château de Sinaia, dans les Carpates, le roi est désavoué par la quasi-totalité de la classe politique qui choisit de ne pas honorer les engagements de la Roumanie vis-à-vis de la Triplice. Comme le nouvel homme fort, le libéral francophile Ion I.C. Brătianu, président du Conseil, se félicite de ce que

Pon décide d'appeler « expectative armée » plutôt que neutralité, arguant du fait que rien ne peut indiquer de quel côté la balance penchera dans les semaines qui suivront, le roi répond avec commisération : « Pour qui connaît la supériorité militaire de l'Empire allemand, il ne saurait y avoir de question... ».⁷ Selon la princesse Marie, Carol I^{er}, même s'il a toléré au début de son règne la présence d'une mission militaire envoyée par son oncle Napoléon III, « n'a jamais eu grande confiance dans les Français, il croyait que les Allemands poursuivraient leur avance et culbuteraient toutes les résistances ; ce ne devait être qu'une répétition de la guerre de 1870 ». L'abstention de son pays lui apparaît alors non seulement un parjure, mais surtout comme une faute politique majeure, que les vainqueurs ne lui pardonneront pas. « Mon mari, ajoute l'épouse du prince héritier, était, je crois, du même avis, mais il n'en soufflait mot. ».⁸

Comme le notent bien tous les observateurs, dont l'attaché militaire français, le 3 août 1914 marque la victoire de Brătianu sur le vieux souverain, qui s'éteint le 10 octobre, « de chagrin et de dépit, en hésitant entre son devoir de roi roumain et son amour pour sa patrie d'origine dont il avait gardé par-dessus tout le culte ». La mort constitue pour lui la façon la plus élégante de sortir du dilemme que lui pose l'issue du Conseil de Sinaia.

« Tant qu'il vivait, nous n'avions aucune chance de rallier la Roumanie à notre cause », écrit pragmatique, le ministre de France en Russie, Maurice Paléologue.¹⁰ Le baron Fasciotti, ministre d'Italie à Bucarest, résume bien la situation : « La mort du roi Carol résout (...) une situation qui, à la longue, aurait pu devenir insupportable et ébranler les fondements de la dynastie ». ¹¹ À partir de ce moment, affirme le capitaine de vaisseau de Belloy, attaché naval : « Nous étions les maîtres de l'heure ! ». ¹² Mais c'est sans compter avec le président du Conseil, Brătianu, bien décidé à monnayer au prix le plus élevé une éventuelle sortie de la neutralité.

Les nouveaux souverains : Ferdinand I^{er} et Marie

NEVEU DE Carol I^{er}, Ferdinand, écrit l'historien Nicolae Iorga, a hérité de sa mère, Antonia de Bourbon-Bragance, « une timidité envers le monde, l'habitude de se renfermer en lui-même ; [...] allant jusqu'à une difficulté gênante à exprimer une opinion qu'il s'était formée depuis longtemps et entendait conserver contre tout conseil et surtout contre le conseil de ses plus proches, chez lesquels il aurait pu deviner l'intention de le dominer ». Homme gai, profondément catholique, aimant la nature, il « mettait par-dessus tout, au milieu de ses apparentes hésitations sur le chemin à suivre, cet impératif catégorique qu'il exprima, en se présentant devant le Parlement, dans la formule de *bon Roumain* ». ¹³ Il n'avait guère été influencé par son séjour dans un régiment prussien, mais bien plus par l'éducation reçue de la part d'un précepteur suisse à l'esprit libre.

Le roi bénéficie d'un soutien de poids en la personne de son épouse. La beauté de la reine Marie, son intelligence, son caractère ferme sont reconnus par tous. Cet ensemble de qualités est placé au service de l'Entente, car la nouvelle souveraine est à la fois la petite-fille de Victoria et celle d'Alexandre III. Elle ne cache pas la part importante

qu'elle entend prendre à la direction des affaires publiques et déclare ouvertement qu'elle conçoit l'après-Carol comme « le règne des deux époux ».¹⁴

Flatté, mais également agacé d'avoir une telle femme à ses côtés – d'autant plus qu'elle lui cause bien des déplaisirs dans la vie conjugale –, Ferdinand joue un rôle particulièrement difficile. « Il était persuadé, écrit Marie, qu'il devait maintenir la neutralité du pays, aussi longtemps que possible, malgré la pression des belligérants, qui le tiraillaient sans cesse [...] Mais, à tout moment, il y avait en lui un cruel conflit entre son devoir, sa conscience et son cœur. Ses sympathies le poussaient naturellement vers le pays qui l'avait vu naître. Tout comme son oncle, il avait une foi absolue dans l'armée allemande, dans sa force invincible. On imagine aisément le déchirement de son cœur ».¹⁵

Du côté de l'Entente, l'espoir de faire entrer la Roumanie dans la guerre fluctue au gré des déclarations (publiques et surtout secrètes) de Brătianu. Considéré comme l'un des interlocuteurs privilégiés dans le pays, le couple royal est lui aussi très courtisé. Mais, lorsque, en février 1915, le général Pau, ancien commandant de l'armée d'Alsace, est reçu par une reine Marie très enthousiaste, l'attitude du roi s'avère beaucoup plus réservée. « À ce contact avec la Cour, écrit le capitaine Mélot qui accompagne Pau, nous percevons [...] les dissentiments politiques que nous savons y régner ».¹⁶ Plusieurs mois de très laborieuses négociations sont nécessaires pour aboutir à la signature d'une convention entre la Roumanie et l'Entente, le 17 août 1916, paraphée au nom de la France par le nouvel attaché militaire, le lieutenant-colonel Després.

Les revers et l'arrivée de la Mission française

EN OUVRANT la séance du conseil de la Couronne, le 27 août, le roi fait le point sur la situation : il n'est plus possible à la Roumanie de conserver la neutralité, aussi le gouvernement a-t-il « été forcé » de se ranger du côté de l'Entente et lui-même, qui a renoncé à croire en la victoire des Puissances centrales, approuve cette décision et demande l'accord de tous. Au cours du débat, il défend fortement sa position. Le Conseil s'achève par un appel à l'union : « Puisse la Roumanie maîtriser ses adversaires comme je me suis rendu maître de moi-même ».¹⁷

Le décret royal prévoit la mobilisation pour le 28 août. Dans la nuit, des manifestations de joie éclatent devant la légation de France. La foule entonne des chants nationaux roumains et *La Marseillaise*, la France et l'armée française sont acclamées.¹⁸ Le roi allemand a donc joué un rôle crucial dans l'entrée en guerre de son pays aux côtés de l'Entente. Toutefois, de manière ambiguë, la Roumanie ne déclare la guerre qu'à l'Autriche-Hongrie. Ni l'Allemagne, ni la Bulgarie, ni même l'Empire ottoman ne s'embarrassent quant à eux de scrupules. Leurs armées se dirigent aussitôt à la rencontre de l'armée roumaine qui, pendant quelques jours, a parcouru triomphalement la Transylvanie orientale. Dès le 6 septembre les troupes roumaines subissent un cuisant échec à Turtucaia, sur le Danube. Le roi Ferdinand ne semble pourtant pas s'inquiéter outre mesure. Il vaut beaucoup mieux que cela se produise dès le début de la campagne plutôt qu'en plein milieu, confie-t-il à Després.¹⁹

De côté de la Transylvanie aussi, les difficultés s'amoncellent bientôt, si bien que Brătianu demande l'aide d'une Mission militaire française, dont les premiers membres, conduits par le général Berthelot et son adjoint, le colonel Pétin, arrivent le 16 octobre à Paris, le siège du Grand Quartier Général.²⁰ À déjeuner, le roi se montre très affable. Dans l'après-midi, Brătianu conduit Berthelot à Bucarest, où il rencontre la reine Marie et deux de ses filles, Elisabeta et Mărioara. « Si le découragement s'empare de la Cour, il n'y a plus rien à espérer ! C'est de là que doivent partir la confiance et la foi ! », déclare-t-il. « Je trouve avec plaisir un écho dans les paroles de la reine : c'est de bon augure ! », se réjouit-il.²¹ Cet homme « corpulent et enjoué, plein d'un réconfortant optimisme » gagne immédiatement la confiance de la souveraine.²²

Berthelot prend place auprès du roi sans aucun autre titre que celui de simple conseiller. Mais dans son esprit la situation est claire : « Je remplis les fonctions de chef d'état-major du roi », écrit-il à son cousin Claudius Dubois.²³ Alors que, en dépit de tous les efforts, la situation militaire se dégrade, le chef de la Mission française est choqué parce que « tous ceux qui possèdent à Bucarest » s'enfuient dans le nord, à Iași, en Moldavie. Seul, fait-il remarquer, le roi garde une attitude digne et ferme.²⁴ Ferdinand est toutefois contraint lui aussi de quitter Bucarest – où les troupes des Puissances centrales font leur entrée le 6 décembre. La famille royale, le gouvernement, le Parlement, le corps diplomatique, les débris de l'armée et des dizaines de milliers de civils s'entassent désormais dans la nouvelle capitale, congestionnée, ravagée par le typhus et la famine.

Le rôle de la monarchie dans la résurrection de la Roumanie

SYMBOLE DE la résistance, le couple royal s'emploie, avec le gouvernement désormais élargi aux conservateurs dans une optique d'Union sacrée, et avec Berthelot, à créer les conditions matérielles et morales de l'installation dans la guerre de positions, en attendant une hypothétique offensive de reconquête. En ces temps de malheurs, dit l'historien Nicolae Iorga dans le style lyrique qui le caractérise, plus encore qu'à l'habitude, le roi s'appuie « sur l'âme d'acier de la reine Marie, inébranlable dans ses convictions, d'un essor prophétique... ».²⁵ « Elle sut se montrer reine et femme, écrit de son côté Amédée de Flers, aviateur dans la Mission française. La reine Marie de Roumanie fut (une) grande reine roumaine ». ²⁶ Exemple de courage et de volonté, elle crée autour d'elle « une atmosphère propice à l'action » et le ministre de France, le comte de Saint-Aulaire, voit en elle le « ministre de la Confiance nationale ». ²⁷ La monarchie roumaine s'identifie à la douleur du peuple et incarne la Patrie qui refuse de plier devant l'adversité. Quand elle visite un régiment sur le front, la reine accueille de simples soldats à sa table. Dans une société profondément inégalitaire, ce geste est bien exploité par la propagande. ²⁸ En compagnie des princesses royales, elle se dévoue au chevet des blessés et prend soin de se faire photographier.

Ferdinand, pour sa part, visite régulièrement les troupes sur le front²⁹, imité par le prince Carol (lequel semble apprécier Berthelot, « homme [...] d'un calme extraordinaire,

[... qui] inspirait une très grande confiance »³⁰, même si ce n'est pas réciproque). L'écrivain Robert de Flers (affecté comme sous-lieutenant à la légation de France), tient la timidité du roi pour de la modestie : « C'est cette modestie exemplaire, cette honnêteté supérieure, qui ont permis au roi de Roumanie de traverser avec tant de noblesse d'âme le conflit moral le plus pathétique. [...] Il est singulier de constater que l'épithète de "loyal" n'a été accordée jusqu'à ce jour au nom d'aucun roi. Peut-être l'Histoire, qui, disait Dumas père, "n'est pas une bête", la réservait-elle au roi de Roumanie, Ferdinand le Loyal ».³¹

Pétin abonde dans le même sens :

« Son rôle appartient à l'Histoire. Elle dira comment ce timide et ce silencieux cachait sous des apparences modestes un sens incomparable de la dignité royale, des obligations qu'elle comporte et des charges qu'elle impose.³² L'Histoire racontera au prix de quelle immolation de ses sentiments personnels le souverain décida l'entrée en guerre de son pays aux côtés des Alliés, sacrifiant délibérément les affections de sa jeunesse allemande aux devoirs que lui imposait son rôle de souverain roumain. Pour nous, qui avons pendant dix-huit mois chaque jour travaillé avec lui, nous avons pu constater que tous ses actes étaient dictés par une admirable loyauté ».³³

C'est bien pourquoi il est l'objet de vives attaques de la part des Allemands et des germanophiles de Bucarest occupé.

Une fois rallié à la cause de l'Entente, le roi Ferdinand I^{er} s'y est attaché – enchaîné, pourrait-on dire – pour le meilleur et pour le pire. Il sait qu'il ne peut espérer de rémission de la part de ceux qui le considèrent comme traître à son sang et sa race et qui ne le désignent plus que par le nom de « Judas ». Le prince von Bülow résume l'opinion commune : « Lui, un Hohenzollern, qui avait servi au 1^{er} régiment à pied de la garde, il trahit la Prusse, l'armée, sa patrie ».³⁴

Convergence d'intérêts contre les Russes

EN FAIT, la menace ne vient pas seulement des Puissances centrales. Le roi est aussi otage des Russes. La question centrale est celle du maintien de Ferdinand, du gouvernement et de l'armée sur le sol national. Un compromis est d'abord trouvé le 16 décembre : le roi reçoit le titre de commandant de toutes les forces du front russo-roumain ; il a pour adjoint le général Sakharov, avec autorité sur les troupes russes seulement.

Les Russes lui proposent pourtant ensuite d'abandonner la Moldavie et de chercher refuge en Russie. On prépare déjà pour la famille royale un palais à Odessa ou à Livadia, à moins qu'on ne l'accueille au Palais d'Hiver à Petrograd.³⁵ À ces suggestions, le monarque et ses conseillers français opposent un refus catégorique. « Que dirait-on, déclare en effet le banquier Ion Chrissoveloni au lieutenant aviateur Chambe, si le roi et la reine de Roumanie se réfugiaient à l'étranger, alors que leur pays n'est pas totalement envahi ? [...] Même s'il ne doit rester qu'une parcelle infime de territoire national libre,

Leurs Majestés y resteront enracinées ». ³⁶ Ces raisons morales ont convaincu dès l'abord Berthelot, qui développe aussi une argumentation politique, à peu de choses près celle de Maurice Paléologue : « Le roi, le gouvernement, l'armée doivent rester sur le sol roumain et ne peuvent aller s'installer en Russie. Il est certain qu'ils y seraient prisonniers de la politique russe et cette politique ne m'inspire aucune confiance ». ³⁷

En dépit de nombreuses relances de la part des Russes, le roi Ferdinand I^{er} déclare « qu'il préférerait mourir de faim sur le sol roumain que se mettre à l'engrais en Russie ». ³⁸ L'armée roumaine éloignée de son pays, dans un territoire étranger « et au fond peu bienveillant », subirait fatalement une grave dépression morale. En définitive, « c'est l'annexion de la Moldavie, par l'élimination de l'armée roumaine et du roi ». On confierait alors à Berthelot le soin de reconstituer l'armée roumaine, et on le placerait dans des conditions où il aurait toutes les chances d'échouer. « On espère sans doute revenir à l'élimination de la Mission française [...] et à l'abandon de la Roumanie par la France qui l'a poussée plus que toute autre à entrer dans la lutte et dont sa parenté de race la constitue gardienne vis-à-vis du monde slave ». ³⁹ Les projets des Russes apparaissent à l'observateur sous-tendus d'arrière-pensées peu rassurantes. Après l'abdication du Tsar, ceux-ci finissent enfin par y renoncer. ⁴⁰

Grâce à l'opiniâtreté du chef de la Mission française, entièrement soutenu par le roi, la Roumanie finit par sauvegarder sa liberté d'action, qui se révélera décisive pour son avenir.

Vers la plus large Union Sacrée

PENDANT QU'ILS se mettent au travail pour sauvegarder l'indépendance de la Roumanie – et donc l'influence de la France dans la région, et pour réorganiser l'armée, Berthelot et Saint-Aulaire s'attachent encore à créer les conditions les plus favorables à un succès durable. Il leur faut obtenir une large adhésion du peuple par l'octroi de mesures sociales et politiques réclamées depuis des décennies. On doit créer les fondements psychologiques de la résistance : « Le soldat-citoyen veut savoir pourquoi il se bat, affirme l'essayiste Alphonse Séché [...]. Il faut que le citoyen-soldat aille à la bataille de bon cœur. Il faut que de sa propre initiative il réclame d'y aller. L'intérêt d'un prince, d'un gouvernement ne le mettrait plus en mouvement. C'est l'intérêt national qui le meut. On ne lui impose pas la guerre : il y consent, il la décide. Le facteur moral passe ainsi au premier plan ; c'est lui vraiment qui emporte la victoire ». ⁴¹ Ce débat entre « contrainte » et « consentement », qui a suscité d'après polémiques historiographiques – tout particulièrement en France – dans les années 1990-2000 a en fait, on le constate, été tranché depuis longtemps.

Le problème du partage des terres est particulièrement crucial dans un pays comme la Roumanie, encore organisé de manière quasi-féodale. Les boyards possèdent d'immenses propriétés sur lesquelles travaillent des paysans qui, sans être des serfs, ne peuvent bien souvent compter que sur leurs bras pour tout bien. La terrible jacquerie de 1907, noyée dans le sang, a laissé bien des rancœurs.

Conscient du danger, bien conseillé par les Français, par la reine, et par quelques hommes politiques lucides et responsables, Ferdinand I^{er} accepte la réforme. Dans une lettre à Brătianu en date du 18 décembre, il « demande que la question agraire soit résolue par la distribution des terres aux paysans ». ⁴² Le caractère urgent de la mesure apparaît encore plus nettement avec la révolution de Février en Russie, quand le danger révolutionnaire se précise. La réforme agraire tuera dans l'œuf tout embryon d'anarchie. Chambe croit même savoir que ceux qui se sont bien comportés durant la campagne seront avantagés au cours de la distribution. ⁴³

En avril 1917, le roi Ferdinand I^{er} prend l'initiative : « Fils de paysans, dit-il dans une proclamation aux troupes, qui de vos propres mains avez défendu le sol sur lequel vous êtes nés, sur lequel vous avez passé votre vie, moi, votre roi, je vous le déclare, outre la récompense de la victoire qui assurera à chacun d'entre vous la gratitude du pays, vous avez mérité d'être les maîtres, dans une large mesure, de ce sol sur lequel vous avez combattu. Vous aurez des terres ; je donnerai, moi, votre roi, le premier exemple ». ⁴⁴ La réforme agraire sera achevée en 1921.

« Vous prendrez également une part plus large dans les affaires publiques », déclare encore Ferdinand I^{er} à ses soldats dans sa proclamation. Une autre loi, qui instaure le suffrage universel, est votée en juillet 1917, cette réforme de la Constitution entre en vigueur en juin 1919. Pour la première fois peut-être, les Roumains forment une seule nation. La coupure si nette entre les classes dirigeantes et la paysannerie, qui sautait aux yeux de tous les observateurs étrangers, commence à s'estomper, de façon encore symbolique, du moins pour le moment, mais le pouvoir des symboles n'est plus à démontrer. Le roi a joué dans cette partie un rôle-clé.

Éphémère résurrection de l'armée roumaine et désagrégation de l'armée russe

AU COURS de l'hiver de 1916-1917, Berthelot a présidé à la reconstitution et à la modernisation de l'armée vaincue, avec le concours actif du roi. Le 8 avril Ferdinand passe en revue 4.500 futurs officiers par « un temps radieux », ce qui semble à tous de bon augure. « (J'ai) vraiment l'impression que des soldats français circulaient sous nos yeux, écrit le lieutenant-colonel de Berterèche de Menditte, un des instructeurs. Le roi ne me cach(e) pas sa grande satisfaction et son étonnement car il y (a) à peine trois mois que le dressage des élèves officiers nous (a) été confié ». ⁴⁵

La grande revue organisée sur le plateau de Șorogari, le 23 mai (jour anniversaire de la fondation de la monarchie), est l'occasion de présenter l'œuvre accomplie. Après le défilé des troupes, le passage devant le front des blessés et la remise de décorations par Ferdinand I^{er} qui, à la manière française, épingle les croix sur le front des drapeaux en donnant l'accolade aux nouveaux chevaliers, Berthelot remet des croix de la Légion d'honneur à des officiers roumains. « C'est un fait pas banal que le roi, qui plus est un Hohenzollern, ait, en pleine guerre contre les Allemands, écouté *La Marseillaise* la main au képi, et avec la meilleure grâce ». ⁴⁶

La reconstruction de l'armée roumaine est cependant contrecarrée par les événements de Russie, dont les conséquences sont extrêmement visibles en Roumanie, où stationnent des centaines de milliers de soldats russes. Le 1^{er} mai est marqué par des incidents à Iași. Des Russes montent le projet d'enlever la famille royale (qui, par prudence, séjourne hors de la ville). Dans ce contexte, Ferdinand remercie le ministre de France : « Vous êtes notre bouée de sauvetage ». ⁴⁷ Les ministres socialistes français, Albert Thomas, et belge, Émile Vandervelde (président de l'Internationale socialiste), viennent eux aussi manifester leur solidarité à la Roumanie en mai et en juin. « Ce qu'il y a d'extraordinaire en ce moment, ce sont les relations qui se nouent entre le roi de Roumanie, qui, comme je vous l'ai déjà dit, est un Hohenzollern, et les socialistes les plus huppés comme Thomas et Vandervelde », écrit un Berthelot amusé à sa belle-sœur. ⁴⁸

La monarchie roumaine est de nouveau directement menacée au cours de l'été, alors que les Austro-Allemands lancent une grande offensive en vue de détruire le réduit moldave. Lors du conseil de guerre du 3 août le roi décide « de défendre pied à pied » la Moldavie libre ⁴⁹, malgré la panique qui s'empare du gouvernement et de la population. Si la famille royale pourrait trouver refuge en Russie, il reste entendu que le roi restera jusqu'au dernier moment sur le front. En dépit de la défection russe, les troupes roumaines encadrées par les Français remportent finalement les victoires de Mărășești et de l'Oituz, succès défensifs surnommés le « Verdun roumain ». Dans ce contexte, Berthelot demande des croix de guerre pour le roi Ferdinand et le prince Carol, « qui sont fréquemment au front sans craindre les obus ». ⁵⁰

Les semaines qui suivent sont cependant celles de la désillusion. La décomposition de plus en plus avancée de l'armée russe, puis la sortie officielle de la Russie bolchevique de la guerre après la « révolution d'Octobre » placent la Roumanie dans une situation inextricable. En dépit de l'opposition de Berthelot, mais avec l'accord tacite du roi, le commandement de l'armée roumaine imite les Russes et, à partir du 3 décembre, il entame des pourparlers avec l'ennemi. ⁵¹ Après la conclusion de l'armistice de Focșani le 9 décembre, la question de la paix surgit inévitablement. Au cours du conseil de la Couronne du 2 mars 1918, le roi et le prince héritier, bien que fermement décidés à la résistance à titre personnel, finissent par se rallier au point de vue du gouvernement du général Averescu (qui a succédé à Brătianu). ⁵² Même si le roi fond en larmes, et que la reine proteste énergiquement ⁵³, la conséquence logique de cette décision est le départ des Missions Alliées.

« Et tous, les uns après les autres, ils vinrent me dire adieu, écrit la reine Marie dans son style inimitable. Tous les petits soldats de France, même ceux que je ne connaissais pas, me demandaient une photo à emporter avec eux : “Un souvenir de cette reine qui est devenue un peu notre reine, à travers qui nous verrons toujours ce beau pays de Roumanie.” Vient le moment de la dernière rencontre avec le général Berthelot : “Nous nous étions compris lui et moi. L'intransigeance quelque peu mâle de ma nature s'accordait à merveille avec son âme de soldat” ». ⁵⁴ Le 9 mars les trains des Missions alliées s'enfoncent dans le territoire de la Russie hostile.

La Roumanie vole au secours de la victoire

APRÈS LA signature de la paix de Bucarest le 7 mai, la Roumanie est satellisée pendant plusieurs mois par les Puissances Centrales. Resté à Iași, le roi s'emploie à retarder le plus possible la ratification du traité, au grand dam du président du Conseil conservateur Alexandru Marghiloman (lequel a pourtant réussi à sauver son trône car à Vienne comme à Berlin il était question dans certains cercles de déposer le « Hohenzollern félon »). Avec les victoires des Alliés en France au cours de l'été, et surtout après l'effondrement du front bulgare en septembre, à la suite de l'offensive de l'armée d'Orient du général Franchet d'Espèrey, la situation évolue en Roumanie, où les partisans de l'Entente relèvent la tête. Parti de Salonique en aéroplane, le lieutenant Noël transporte le 22 octobre à Iași l'ancien ministre de Roumanie à Paris, Victor Antonescu, chargé d'obtenir la seconde entrée en guerre de son pays⁵⁵, tandis que Berthelot revient en Orient pour prendre la tête d'une armée du Danube.

La visite de Noël encourage le roi Ferdinand dans sa politique d'obstruction à la ratification du traité, mais, timoré, indécis, prudent, il ne veut pour l'instant pas faire davantage. C'est seulement sous la pression directe de la reine et des francophiles, ainsi que pour céder aux admonestations (certes respectueuses, mais pressantes) de Franchet d'Espèrey, Berthelot et Saint-Aulaire, qu'il finit par envisager un retour de son pays au sein de l'Entente. Le temps presse en effet car les rumeurs d'armistice avec l'Allemagne vont bon train.

Au soir du 9 novembre, le roi reçoit les ministres alliés. On décide dans l'enthousiasme de soumettre un ultimatum de vingt-quatre heures aux Allemands, à l'issue duquel la Roumanie se considérerait de nouveau en guerre avec eux. C'est à ce moment que tombe la nouvelle du franchissement du Danube par les troupes de Berthelot.⁵⁶ Le 10 Ferdinand I^{er} déclare la guerre à l'Allemagne et adresse des proclamations à son peuple. La Roumanie se trouve donc ainsi de nouveau en guerre avec l'Allemagne, avant la signature par celle-ci de l'Armistice.

Le 1^{er} décembre – au moment même où des centaines de délégués roumains de l'ensemble de la Transylvanie proclament à Alba Iulia le rattachement de leur province au royaume de Roumanie – le roi, la reine, le prince Carol et Berthelot remontent en un seul rang *Calea Victoriei* (les « Champs-Élysées » de Bucarest) à la tête des troupes roumaines, françaises et britanniques. Le général Grigorescu, sur une initiative de la reine, remet au roi un bâton de maréchal. Et la famille royale retrouve son palais de Cotroceni.⁵⁷ Le roi admet dans l'ordre de Michel le Brave (la plus haute distinction roumaine) les maréchaux Foch et Pétain, assurant le premier de sa « vive et profonde reconnaissance » et demandant au second de voir dans cette distinction un signe de sa « vive admiration et un témoignage de la fraternité d'armes dans une lutte qui ne pouvait se terminer que par la victoire de la justice ».⁵⁸

Au-delà des envolées lyriques dont les Roumains sont coutumiers, le roi Ferdinand I^{er}, la reine Marie et les représentants diplomatiques et militaires de la France ont rapidement pris conscience de leur communauté d'intérêt et leur collaboration a été étroite. Les fruits de la victoire sont, pour la France, une nouvelle zone d'influence en Orient ; et pour la

Roumanie d'énormes gains – longtemps inespérés – en territoires et en populations. Le 5 janvier 1919, reçu en audience par le roi, Berthelot lui fait d'ailleurs le récit de son « voyage inoubliable » en Transylvanie⁵⁹, à travers ce que chacun considère déjà comme les nouvelles provinces du royaume, en dépit de l'opposition farouche des Hongrois vaincus et, dans certaines zones, des Serbes.

Pour obtenir la transformation *de jure* d'une situation *de facto*, la reine Marie a été envoyée plaider la cause de la Roumanie auprès des Alliés à la Conférence de la Paix, dont Brătianu est tenu à l'écart. « Beaucoup de monde à la gare ; fleurs, écrit Marghiloman le 21 avril, jour du retour de Paris de la reine. Personne dans la rue. Froid. La reine jolie et élégante. Le général Berthelot a offert des fleurs avec un compliment "à la plus jolie fleur des deux pays". Un peu galant pour une souveraine ». ⁶⁰ Quelques jours plus tard le commandant de l'armée du Danube rentre en France, remplacé à Bucarest par le général Graziani. C'est la fin de la période la plus intense de la collaboration franco-roumaine, un certain âge d'or.

Conclusion

L'ÉPILOGUE – considéré à l'époque comme une apothéose – de cette relation privilégiée est sans nul doute constitué par le couronnement de Ferdinand et de Marie comme roi et reine de la Grande Roumanie à Alba Iulia, le 15 octobre 1922. Au cours de l'office religieux, assez bref, revêtu de toutes les pompes de l'orthodoxie, Mihail Pherekyde, président du Sénat, remet, au nom du peuple roumain, la couronne au roi Ferdinand, qui la place sur sa tête, puis couronne la reine Marie.

La France, raconte l'attaché militaire, Pétin, avait délégué le maréchal Foch comme ambassadeur extraordinaire. « Le jour de la cérémonie, il se tenait en son rang, au milieu des autres ambassadeurs quand, à la minute où l'archevêque primat allait poser la couronne sur la tête du monarque [autre version de l'événement], le ministre des Affaires étrangères, M. Duca, et le grand maréchal de la Cour, se détachèrent vers Foch, le prirent chacun par le bras, et l'encadrant ainsi, le conduisirent jusqu'à l'autel. Et ce fut à deux pas du maréchal Foch, placé seul en avant de tous, que le roi fut couronné. En sortant de la cathédrale un membre du gouvernement me dit : "Nous connaissons notre histoire de France. Comme Jeanne d'Arc le jour du sacre, la France, qui a été autrefois à la peine, est aujourd'hui à l'honneur" ». ⁶¹

Un représentant de la République dans une église, invité d'honneur d'un monarque Hohenzollern au zénith de son règne, l'image peut sembler incongrue. Non pas davantage que plusieurs de celles décrites pendant la guerre par des officiers français. La méfiance initiale des officiers et diplomates français vis-à-vis de la monarchie roumaine n'était donc pas tant une prévention contre la nature du régime que contre la nationalité d'origine d'un souverain dont le nom « pouvait sembler tout un programme ». Le travail effectué sur lui-même par Ferdinand I^{er}, sa loyauté sans faille envers la cause des Alliés en ont fait, et la reine Marie à ses côtés bien plus encore, un partenaire fiable de l'Entente, principalement représentée en Roumanie par la France, qui y a délégué le général Berthelot.

Si le couple royal incarne la force et la stabilité de l'État dans des circonstances difficiles : neutralité, guerre, absorption de nouveaux territoires et de nouvelles populations ; si son sens de l'État a été reconnu et s'il a symbolisé la victoire et la Grande Roumanie ; leur fils Carol n'a pas bénéficié de la même image chez les officiers français. Sa germanophilie, sa dépendance extrême vis-à-vis de ses sens leur ont déplu. Rapidement, ils en conçurent des inquiétudes sur la solidité de l'alliance. L'avenir devait leur donner raison.



Notes

1. Catherine Durandin, *La Politique française et les Roumains, 1878-1913 : à la recherche d'une influence*, Thèse, Paris III, 1980. Voir aussi : Marcel Emerit, « Le Dossier de la première mission militaire française en Roumanie », *Revue roumaine d'Histoire*, 1966, n°4, p. 575-586 ; Jean-Noël Grandhomme, « Les Relations militaires entre la France et la Roumanie (1857-1916) », in Ramona Bordei-Boca, *La Révolution de 1848. La France et l'identité nationale roumaine*, Éditions Universitaires de Dijon, 2002, p. 169-186.
2. Élisabeth de Wied (Château Monrepos, Neuwied, 1843 – Bucarest, 2 mars 1916).
3. Baron Eugène Beyens, *L'Avenir des petits États*, Bruxelles, Librairie nationale d'art et d'histoire, 1919, p. 51.
4. Catherine Durandin, *op. cit.*, p. 949.
5. Service historique de la Défense, Vincennes, (dorénavant SHD), 7 N 1452, Attaché militaire (AM) au Ministre de la Guerre (MG), 18 mai 1897.
6. *Ibid.*, 7 N 1454, AM au MG, 4 février 1912.
7. Louis Cadars, « La Guerre en Orient », *Les Cahiers de l'histoire*, n° 45, avril 1965, p. 82.
8. Marie de Roumanie, *Histoire de ma vie*, vol. 2, Paris, Plon, 1937, p. 379.
9. Mircea Rusu-Şirianu, *La Question de Transylvanie*, Paris, Jouve, 1916, p. 378.
10. Maurice Paléologue, *La Russie des tsars pendant la Grande Guerre*, vol. 1, Paris, Plon, 1922, p. 171.
11. *Documenti Diplomatici Italiani*, 5^a serie, vol. 1, p. 556, Fasciotti aux Affaires étrangères (AE), 10 octobre 1914.
12. SHD, SS Xj 1, Belloy, *Relation pour servir à l'Historique de la mission navale française en Roumanie, 1916-1919*, s.d., p. 6.
13. Nicolae Iorga, *Histoire des Roumains*, vol. 10, Bucarest, Imprimerie de l'État, 1945, p. 417-418.
14. *Ibid.*
15. Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 3, p. 16.
16. Henri Mélot, *La Mission du général Pau*, Paris, Payot, 1931, p. 50.
17. Paul Gaultier, *Leçons morales de la guerre*, Paris, Flammarion, 1919, p. 204.
18. SHD, 5 N 142, AM au MG, 28 août 1916.
19. *Ibid.*, 13 septembre 1916.
20. Alexandru Marghiloman, *Note politique*, vol. 2, Bucureşti, Editura Institutului de Arte Grafice, 1927, p. 232.
21. Glenn E. Torrey, *General Henri Berthelot and Romania*, New-York, Boulder, 1987, p. 8 (*Journal, 16 octobre 1916*) – journal de Berthelot publié par un chercheur américain.
22. Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 3, p. 100.
23. Archives de la famille de Berthelot (Dubois-Vigné), Berthelot à son cousin C. Dubois, 23 octobre 1916.

24. SHD, 5N 143, Berthelot au MG, 27 novembre 1916.
25. Nicolae Iorga, *op. cit.*, p. 375.
26. *Souvenirs inédits d'Amédée de Flers*, s. d., p. 90.
27. Général Radu Rosetti, *Mărturisiri*, présentés par Maria Georgescu, București, Ed. Modelism, 1997, p. 99.
28. *Carnets manuscrits du commandant Pizot 1917-1918*, vol. 1, p. 56 (29/ 12 juillet 1917).
29. Voir par exemple Maréchal Alexandru Averescu, *Notițe zilnice din m̃zboiu*, vol. 2, București, Ed. Cultura Națională, 1937, p. 121.
30. Carol II, *Între datorie și pasiune. Insemnări zilnice*, vol. 1: 1904-1938, édité par Marcel-Dumitru Ciucă, București, Ed. Curtea Veche, 1995, p. 29.
31. Robert de Flers, *Sur les Chemins de la guerre*, Paris, P. Lafitte, 1919, p. 165-166.
32. « Sa simplicité est grande, écrit aussi le capitaine de Nicolay, de la mission navale, son accueil affable, mais sa timidité défie la concurrence. L'absence de certains gestes ou de certains élans explique beaucoup de choses qu'on lui reproche. Il paraît frêle et doux, préoccupé du bien de son pays, sans qu'il ait toujours la volonté de prendre les mesures qu'il faudrait » [Fonds privé, Lettre inédite de Nicolay à son épouse, 16 mars 1917].
33. Général Victor Pétin, *Le Drame roumain*, Paris, Payot, 1932, p.17.
34. Prince von Bülow, *Mémoires*, vol. 3, Paris, Payot, 1931, p. 276.
35. Général Gourko, *Rußland, 1914-1917. Erinnerungen an Krieg und Revolution*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte m.b.H., 1921, p. 191.
36. Général René Chambe, *Route sans horizon*, Paris, Plon, 1981, p. 168.
37. Glenn E. Torrey, *op. cit.*, p. 39 (*Journal*, 9 janvier 1917).
38. Comte de Saint-Aulaire, *Confession d'un vieux diplomate*, Paris, Flammarion, 1953, p. 365.
39. SHD, 5 N 143, Berthelot à l'Armée d'Orient, 26 décembre 1916.
40. Glenn E. Torrey, *op. cit.*, p. 58 (*Journal*, 31 mars 1917).
41. Alphonse Séché, *Les Guerres d'enfer*, Paris, Sansot, 1915, p. 170.
42. Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol. 3, p. 151.
43. Général René Chambe, *op. cit.*, p. 187.
44. David Mitrany, *The Land and the peasant in Rumania*, New-York, Greenwood Press, 1930, p. 101.
45. « Rencontre d'un de Menditte avec un couple royal en 1917 », *Bulletin de liaison de la famille de Menditte*, 1990, p. 28.
46. Glenn E. Torrey, *op. cit.*, p. 72-73 (*Lettre à L. Berthelot*, 23 mai 1917).
47. SHD, 7 N 1455, Saint-Aulaire aux AE, 6 mai 1917.
48. Glenn E. Torrey, *op. cit.*, p. 78 (*Lettre à L. Berthelot*, 17 juin 1917).
49. *Ibid.*, p. 93 (*Lettre à L. Berthelot*, 4 août 1917).
50. SHD, 5 N 201, Berthelot au MG, 31 août 1917.
51. *Notes de guerre du lieutenant-colonel Donop*, vol. 2, 1927, p. 16 (5 décembre 1917).
52. SHD, 4 N 40, Saint-Aulaire aux Affaires Étrangères, 6 mars 1918.
53. Nicolae Iorga, *op. cit.*, vol. 10, p. 474.
54. Marie de Roumanie, *op. cit.*, vol.3, p.462.
55. SHD, 4 N 40, Berthelot au MG, 30 octobre 1918.
56. *Ibid.*, Fonds privé Berthelot 1 K 77, *Notes sur la deuxième mission en Roumanie*, s.d.
57. *Ibid.*, 7 N 1456, Saint-Aulaire aux Affaires Étrangères, 3 décembre 1918.
58. *Ibid.*, 5 décembre 1918.
59. Glenn E. Torrey, *op. cit.*, p. 199-203 (*Journal*, 26 décembre 1918).
60. Alexandru Marghiloman, *op. cit.*, vol. 4, p. 297.
61. Général Victor Pétin, *op. cit.*, p. 14-15.

Abstract

The Romanian Monarchy, seen by the officers of the French Republic. From distrust to brotherhood in arms, 1914-1922

The initial distrust of the French officers and diplomats towards the Romanian Monarchy was mostly a precautionary attitude, not against the nature of this regime, but against the nationality of a sovereign whose name, Hohenzollern, gave the impression of a whole political programme. After the death of King Carol I, the self-transformation assumed by his successor, King Ferdinand I, his own loyalty to the cause of the Entente, would transform this new monarch, and even more his English born wife, Queen Mary, into reliable partners for the Entente, and in particular for France, represented in Romania during the Great War mainly by General Henri Berthelot, chief of the French Military Mission (1916-1918). For the French officers, the royal couple embodied the strength and the stability of the Romanian State in various and difficult circumstances: neutrality, war, defeat, resurrection, absorption of new territories and new populations. Until today, the Romanian Monarchy symbolizes the Victory of 1918 and the creation of Great Romania.

Keywords

World War I, Hohenzollern Monarchy, Great Romania, French Military Mission, King Carol I, King Ferdinand I, Queen Mary